

Des mesures pour empêcher la crise de se propager

Les gouvernements doivent prendre de nouvelles mesures concertées pour redynamiser les marchés financiers mondiaux et réamorcer la pompe du crédit, estime le FMI en observant que l'horizon continue de s'assombrir pour l'économie mondiale.

Lors d'une allocution prononcée le 15 décembre à Madrid à la Banque centrale d'Espagne, le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré que des mesures s'imposaient sur trois fronts si l'on voulait éviter que la récession actuelle ne se transforme en dépression mondiale : une intervention coordonnée des gouvernements sur les marchés financiers pour réamorcer la pompe du crédit et soutenir la recapitalisation des banques, des mesures budgétaires pour compenser la chute brutale de la demande privée, et un apport de liquidités aux pays émergents pour atténuer les effets négatifs des sorties massives de capitaux provoquées par la crise financière.

On s'attend à ce que les principales économies avancées se contractent de ¼ % en chiffres annuels en 2009, ce qui sera la première contraction annuelle de l'après-guerre pour ce groupe de pays. Mais le FMI a indiqué que les chiffres qu'il publiera le mois prochain feront sans doute apparaître une révision à la baisse des prévisions mondiales. (Voir aussi l'article sur le programme de travail du FMI, page 188.) ■



Zumawirewest/Newscom

Production d'ordinateurs portables en Allemagne, où la croissance a beaucoup souffert des turbulences financières et de la récession qu'elles ont provoquée.

Le FMI aide l'Islande à surmonter la crise

La crise financière qui ébranle actuellement la planète a inscrit l'Islande (300.000 habitants à peine) au nombre de ses premières victimes.

Pour en surmonter les conséquences, le pays a élaboré un programme complet

pour lequel il a demandé l'aide du FMI. Le 24 octobre, celui-ci a annoncé l'octroi d'un prêt totalisant 2,1 milliards de dollars au titre du mécanisme rapide de financement d'urgence.

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé l'accord de confirmation de deux ans le 19 novembre, et mis 827 millions de dollars à la disposition immédiate de l'Islande. Le reste sera payé en huit versements de montant égal, sous réserve d'examen trimestriels. Le programme économique islandais prévoit que le prêt du FMI couvrira environ 42 % du déficit de financement national entre 2008 et 2010. Le reste sera couvert par les créanciers officiels bilatéraux.

Dans l'entretien qui suit, Poul Thomsen, chef de mission du FMI pour l'Islande et Directeur adjoint du Département Europe, évoque la crise et le programme du pays pour remédier à ses retombées.

(suite page 186)

L'édition imprimée du Bulletin du FMI laisse la place à Internet

Après 36 années d'existence, le *Bulletin du FMI* cesse de paraître dans sa version imprimée et sera dorénavant publié uniquement sur l'Internet. En page 194, les raisons de ce changement.

Sommaire

- 189 Deux pays font appel à la FCE
- 190 Prêt du FMI au Pakistan
- 191 Développer la protection sociale
- 192 Pauvreté : les acquis sont menacés
- 193 Produits de base : chute des prix
- 196 L'Amérique latine résiste aux chocs
- 197 La région a amélioré ses politiques
- 198 Perspectives asiatiques
- 199 Bosnie-Herzégovine
- 200 L'actualité en bref



Xinhua/Newscom

Landsbankinn est l'une des trois banques reprises par l'autorité islandaise des marchés financiers en octobre 2008.



Jeremy Clift
Rédacteur principal

Maureen Burke
Directrice de production

Camilla Andersen
Archana Kumar
James Rowe
Simon Willson

Natalie Ramirez-
Djumena
Rédacteurs

Lijun Li
Assistante de rédaction

Kelley McCollum-
Basatneh

Niccole Braynen-Kimani
Assistants de production

Luisa Menjivar
Directrice artistique

Andy Sylvester
Compositeur

Michael Spilotro
Photographe

Édition française
Division française
Services linguistiques

Yannick Chevalier-
Delanoue
Traduction

Catherine Helwig
Anne Rousseau
Correction et PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Douze numéros paraissent chaque année.

Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées : les noms et les frontières figurant sur ces cartes ne peuvent être considérés comme représentant l'opinion du FMI ni sur le statut juridique des territoires concernés, ni sur la validité des frontières.

Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée.

Le *Bulletin du FMI* vous invite à lui faire part de vos opinions et suggestions par courriel à imfsurvey@imf.org ou par courrier ordinaire à l'adresse suivante :

Current Communications Division
Room 7-106,
Fonds monétaire international
Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-8585

Le présent numéro du *Bulletin du FMI* marque la fin de la publication du *Bulletin* dans sa version imprimée. Il sera publié dorénavant uniquement sous forme électronique. Nous espérons que vous continuerez de le lire à l'adresse Internet suivante : www.imf.org/imfsurvey.

Islande

(suite de la page 185)

Bulletin : Que s'est-il passé en Islande?

M. Thomsen : L'Islande a laissé se développer un système bancaire surdimensionné, qui dépassait nettement la capacité des autorités à intervenir en tant que prêteur en dernier ressort lorsque des problèmes sont survenus. Il y a seulement quelques années, ce système était d'envergure normale. Mais une fois la privatisation du secteur bancaire achevée, en 2003, les banques ont augmenté leurs avoirs, qui représentaient un peu plus de 100 % du PIB, à près de 1.000 % du PIB.

Quand la crise de confiance s'est accentuée, cet automne, l'Islande en a été l'une des premières victimes parce que le marché s'est rendu compte que le système bancaire était bien trop important en regard de la taille de l'économie. Le retrait des investisseurs a rapidement mis la couronne islandaise en situation périlleuse. En une semaine, les trois banques ont fait faillite, la couronne a chuté de plus de 70 %, et le marché boursier a perdu plus de 80 % de sa valeur. Pour une petite économie entièrement tributaire des importations, cette crise revêtait des proportions gigantesques.

Bulletin : Qu'espère obtenir le programme financé par le FMI?

M. Thomsen : Dans l'immédiat, il privilégie la stabilisation de la couronne. L'économie islandaise demeure très endettée. L'essentiel de la dette est libellée en devises ou indexée sur l'inflation, de sorte que quand la couronne se déprécie, le service de la dette devient beaucoup plus coûteux. Si nous ne mettons pas terme au déclin de la couronne, nous allons probablement assister à une série de défaillances dans le secteur des entreprises et celui des ménages, ce qui aggraverait encore l'état de l'économie.

C'est pourquoi le programme financé par le FMI propose d'appliquer, au cours des deux prochains mois, des mesures monétaires et de change pour rétablir la confiance dans la couronne. À court terme, cela signifie une hausse des taux d'intérêt. Les mouvements de capitaux seront également assujettis à des restrictions. Nous conseillons aux autorités de ne pas les lever avant que la stabilité ne revienne sur le marché des changes.

Bulletin : N'est-il pas inhabituel de la part du FMI d'accepter des contrôles sur les opérations en capital?

M. Thomsen : Ces contrôles existent en fait depuis la défaillance des trois banques, début octobre, puisque seuls les paiements des importations prioritaires et d'autres opérations du compte courant ont été autorisés depuis. Le programme du FMI a pour priorité de lever toutes les restrictions sur le compte courant et sur le compte de capital de sorte que l'Islande puisse revenir à la monnaie entièrement convertible qui a été la sienne pendant de nombreuses années. En réalité, toutes les restrictions pesant sur le compte courant ont maintenant été levées, ce qui marque la première étape d'un retour à la normale.

Néanmoins, pour éviter qu'une sortie massive de capitaux n'entraîne un nouvel effondrement de la couronne, les restrictions sur le compte de capital resteront en place à court terme. En conséquence, les autorités ont légalement officialisé le régime existant de fait durant la dernière semaine de novembre afin d'améliorer son efficacité, son assise réglementaire et sa transparence. La levée de tous les contrôles sur les mouvements de capitaux durant l'exécution du programme financé par le FMI, à mesure que la confiance se rétablit, est un objectif majeur.

Bulletin : Le FMI demande-t-il à l'Islande de réduire ses dépenses?

M. Thomsen : Nous ne demandons pas à l'Islande de se serrer la ceinture au milieu d'une récession. Pendant la première année du programme, les stabilisateurs budgétaires automatiques pourront fonctionner librement. Cela signifie que le déficit budgétaire primaire va passer de ½ % du PIB en 2008 à 8½ % du PIB environ en 2009. Nous ne suggérons pas à l'Islande de lutter contre cette dégradation parce nous estimons malavisé, face à une récession profonde, d'entamer un processus d'assainissement budgétaire.

Cela dit, l'Islande devra assainir ses finances quand la situation se redressera. En raison de la crise bancaire, l'Islande est devenue du jour au lendemain l'un des pays avancés les plus endettés d'Europe,

FMI LIBRAIRIE
La librairie du Fonds monétaire international en ligne

Visitez la nouvelle librairie
électronique du FMI :
www.imfbookstore.org.

alors qu'elle était le moins endettée : la résolution des problèmes du secteur bancaire coûtera probablement au secteur public quelque 80 % du PIB. Il appartient aux autorités islandaises de définir les moyens précis par lesquels elles procéderont à cet assainissement — réduction des dépenses ou augmentation des recettes, ou un mélange des deux.

Bulletin : Quel sera le rôle du FMI dans la restructuration des banques?

M. Thomsen : Il convient de noter que l'Islande s'est engagée à reconnaître les obligations envers les déposants assurés et à procéder à la restructuration bancaire dans un souci de justice et d'équité. Pour traiter les problèmes bancaires, les autorités ont adopté une stratégie consistant à distinguer les nouvelles banques des anciennes. Les «nouvelles» banques ont été autorisées à répondre aux besoins bancaires nationaux, les «anciennes» étant pour leur part chargées de la tâche épineuse consistant à mettre de l'ordre dans la plupart des engagements extérieurs.

Le FMI aidera l'Islande à restructurer les banques dans ce cadre général. La stratégie prévoit l'évaluation des actifs des deux types de banques conformément aux pratiques optimales internationales, l'indemnisation des banques anciennes par

les nouvelles banques pour toute disparité dans la juste valeur des actifs et des passifs repris, la recapitalisation des nouvelles banques dans le but final de les privatiser, et la récupération d'un maximum d'actifs des banques anciennes. La surveillance et la réglementation bancaires seront également réorganisées de manière à ce qu'une crise bancaire de cette ampleur ne puisse jamais se reproduire.

Bulletin : Quelles sont donc les perspectives pour l'Islande?

M. Thomsen : Il ne fait aucun doute que l'Islande va connaître deux années difficiles. Elle est secouée par un choc colossal

PIB pourrait chuter de 10 % l'an prochain et reculer encore légèrement en 2010.

L'élément positif est que l'économie islandaise est très souple. Du fait de sa dépendance à l'égard de la pêche et de l'aluminium, l'Islande a été exposée à de gros chocs par le passé, mais a toujours su s'adapter avec une grande efficacité. Je pressens donc qu'après ce ralentissement plutôt brutal, l'économie pourrait assez rapidement rebondir.

Bulletin : En quoi consisterait la réussite?

M. Thomsen : Les choses se dérouleraient comme suit : au cours des deux prochains mois, les autorités parviennent à stabiliser

«Compte tenu de la grande souplesse de l'économie, les perspectives de réussite sont très favorables. Je pense qu'à l'issue des deux années du programme, l'économie islandaise sera de nouveau en croissance.»

—Poul Thomsen

sans précédent. Il pourrait s'agir de la restructuration bancaire la plus coûteuse que le monde ait jamais connue par rapport à la taille de l'économie. Selon nous, même en cas de stabilisation de la couronne, le

la couronne et à normaliser les opérations de change du pays de sorte que toutes les entreprises pratiquant l'import-export aient accès au marché des changes.

Une fois la monnaie stabilisée, les autorités devraient pouvoir diminuer progressivement les taux d'intérêt en 2009, lever graduellement le contrôle des mouvements de capitaux, et commencer à s'attaquer aux problèmes budgétaires.

Compte tenu de la grande souplesse de l'économie, les perspectives de réussite sont très favorables. Je pense qu'à l'issue des deux années du programme, l'économie islandaise sera de nouveau en croissance.

Bulletin : Que se serait-il passé si le FMI n'avait pas accordé de financement?

M. Thomsen : Je suis persuadé que l'on aurait alors assisté à un repli sensible de la couronne, à d'immenses difficultés pour les ménages dont les prêts hypothécaires sont indexés sur le taux de change, à des faillites en cascade parmi les entreprises dont les prêts sont indexés sur le taux de change, à une flambée du chômage et à un recul du PIB supérieur aux 10 % actuellement prévus. ■

Camilla Andersen

Département des relations extérieures du FMI

Les grandes lignes du programme islandais

Les perspectives de croissance de l'Islande sont positives à long terme, car les facteurs économiques de base du pays sont très solides, à commencer par le niveau d'instruction élevé de la main d'œuvre, un environnement favorable aux investissements et la richesse en ressources naturelles. Le programme défini avec le FMI se concentre principalement sur les objectifs suivants :

- **Empêcher une forte dépréciation supplémentaire de la couronne** en appliquant une politique monétaire suffisamment stricte dans le cadre d'un régime de taux de change flexible. Les restrictions sur les sorties de capitaux resteront en place à court terme.

- **Élaborer une stratégie globale de restructuration bancaire reposant sur le principe de la collaboration** i) en mettant en place une structure organisationnelle efficace pour faciliter le processus de restructuration; ii) en effectuant rapidement l'évaluation des actifs bancaires; iii) en maximisant la reprise d'actifs de banques anciennes; iv) en traitant de façon équitable les déposants et les créanciers des banques qui font l'objet d'une intervention; v) en améliorant les méthodes de contrôle et le régime d'insolvabilité.

- **Assurer la viabilité des finances publiques à moyen terme.** Les stabilisateurs budgétaires automatiques pourront fonctionner pleinement en 2009, mais le programme prévoit le lancement en 2010 d'un solide plan de rééquilibrage budgétaire à moyen terme. Cette mesure est nécessaire pour faire face à la forte augmentation de la dette du secteur public qui résultera probablement du coût budgétaire de la recapitalisation du secteur bancaire et de la reconnaissance des obligations relatives à la garantie des dépôts envers les déposants des succursales étrangères de banques islandaises.

Pour de plus amples informations : www.imf.org/external/np/sec/pr/2008/pr08296.htm.

La crise financière détermine les priorités du FMI

Le Conseil d'administration du FMI a fixé les priorités de l'institution jusqu'aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale en avril 2009, avec comme tâche première de remédier aux retombées immédiates et à plus long terme de la crise financière. Ce programme de travail est conforme à ce qu'avaient demandé le Comité monétaire et financier international (CMFI, organe consultatif du FMI) et le Groupe des Vingt principaux pays industrialisés et émergents (G-20).

Le FMI s'attachera avant tout à aider, par son soutien financier et ses conseils, le nombre croissant de pays qui subissent les tensions nées de la crise financière. Mais il consacrerait aussi une bonne part de ses ressources à comprendre les causes de cette crise et à identifier les réformes à entreprendre pour améliorer l'architecture financière internationale.

Le débat sur les priorités à court terme du FMI a lieu alors que la situation économique ne cesse de se dégrader. Dans sa dernière évaluation des perspectives de l'économie mondiale, le FMI a réduit de $\frac{3}{4}$ de point sa prévision pour la croissance mondiale en 2009 en la ramenant à 2,2 %. De plus en plus de pays sollicitent son aide financière et de nouveaux prêts, totalisant 40 milliards de dollars, ont été approuvés en un temps record pour l'Ukraine, l'Islande, le Pakistan et la Hongrie.

Priorités

C'est le CMFI qui fixe l'orientation générale des activités du FMI, mais le programme de travail de l'institution, arrêté par le Conseil le 24 novembre, tient aussi compte des résultats du sommet du G-20 qui s'est tenu le 15 novembre.

Le G-20 a préconisé des mesures immédiates et à plus long terme pour stabiliser le système financier, stimuler la demande intérieure, aider les pays émergents et en développement ébranlés par la crise et renforcer le cadre réglementaire.

«Le CMFI et le G-20 ont insisté sur le rôle fondamental du FMI comme agent de riposte aux crises et instance de réflexion, a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Nous continuerons de nous acquitter de cette mission pour aider à rétablir la stabilité financière mon-

diale et promouvoir une croissance économique soutenue.»

M. Strauss-Kahn a souligné que le FMI travaillera en étroite collaboration avec d'autres institutions internationales, dont le Forum de stabilité financière (FSF), qui envisage de s'ouvrir aux pays émergents. Le FMI et le FSF ont publié une lettre commune dans laquelle ils expriment leur intention d'accroître leur coopération dans des domaines clés tels que la détection rapide des risques ainsi que l'amélioration de la surveillance et de la réglementation du secteur financier.

Prêts de crise

L'une des priorités du FMI au cours des mois à venir sera de continuer à fournir rapidement son aide aux pays émergents et en développement frappés par la crise, à des conditions adaptées pour répondre à une double priorité : affronter la crise et protéger suffisamment les couches les plus vulnérables de la population.

La crise se propageant, le FMI a rapidement mis en place une nouvelle facilité de liquidité à court terme (FLC) pour aider les pays dont les fondamentaux et les politiques intérieures étaient solides à faire face au manque de liquidités à court terme. Le Conseil d'administration entend maintenant examiner d'autres aspects des activités de prêt du FMI, notamment les possibilités d'innovation et de simplification plus poussée de ses instruments de prêt et de sa conditionnalité, ainsi que les limites d'accès, les échéances et les commissions, et il déterminera s'il y a lieu de compléter les ressources dont dispose le FMI.

Leçons à tirer

Beaucoup d'observateurs sont déconcertés par l'ampleur considérable de la crise et de ses retombées. En octobre 2008, le CMFI a demandé au FMI de jouer un rôle directeur dans l'analyse de l'enchaînement complexe des causes et effets qui ont entraîné l'économie mondiale dans ce qui pourrait devenir la pire récession depuis la crise des années 30. Le G-20 s'est associé à cette démarche. Les travaux porteront sur les points suivants :

Enseignements et ripostes recommandées. Le FMI joue un rôle directeur dans l'analyse approfondie des causes de la crise et des

leçons à en tirer pour la politique macroéconomique et la réglementation. En s'appuyant sur ce travail, il formule des recommandations afin d'orienter les politiques, à la fois pour surmonter la crise immédiate et relever les défis à plus long terme.

Amélioration des systèmes d'alerte rapide. Le FMI a intensifié son travail de réflexion sur la surveillance des facteurs de vulnérabilité au niveau systémique et des différents pays. Le FSF sera un partenaire important à cet égard.

Évaluation de l'impact sur les pays à faible revenu. Le FMI suivra de près l'impact qu'ont eu sur les pays à faible revenu les chocs concomitants engendrés par la crise financière mondiale et la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. Il se tient prêt à aider ces pays en leur apportant une assistance technique et financière et il déterminera s'il y a lieu d'adapter ses conseils et ses concours financiers pour qu'ils correspondent mieux à leurs besoins.

Compte tenu de son caractère quasi universel, de son expertise en matière macrofinancière et de sa mission au service de la coopération internationale, le FMI est prêt à participer pleinement au travail de refonte des règles qui régissent les marchés financiers.

Le FMI contribuera aux activités des groupes de travail mis en place par le G-20 pour définir les moyens d'améliorer la réglementation et la transparence, de renforcer la coopération internationale et promouvoir l'intégrité des marchés financiers, et de réformer les institutions financières internationales.

La crise financière mondiale est la grande priorité du FMI, mais les travaux se poursuivront aussi sur la modernisation et la réforme de la gouvernance. M. Strauss-Kahn a encouragé les pays membres à adopter la législation nécessaire pour que la réforme des quotes-parts et de la représentation ainsi que le nouveau mode de financement du FMI approuvé en avril 2008 puissent entrer en vigueur. À cet égard, le Comité sur la réforme de la gouvernance au FMI, présidé par le Ministre des finances de l'Afrique du Sud, Trevor Manuel, devrait remettre son rapport d'ici avril 2009 et poursuivra la réflexion sur ce dossier. ■

Deux pays sollicitent le système de protection du FMI contre les chocs

Deux pays, l'un d'Asie centrale et l'autre d'Afrique, ont été les premiers à faire appel au mécanisme modifié de prêt destiné à aider les pays à faible revenu à gérer les situations d'urgence provoquées par des phénomènes qui échappent à leur contrôle.

Selon des responsables du FMI, plusieurs autres nations africaines devraient leur emboîter le pas prochainement.

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 10 décembre un prêt de 100 millions de dollars à la République kirghize, pays montagneux et enclavé d'Asie centrale, au titre de la facilité modifiée de protection contre les chocs exogènes (FCE). Il en avait auparavant approuvé un de 77 millions de dollars sur un an pour le Malawi — le premier depuis la révision de la FCE en septembre.

Le prêt sur 18 mois à la République kirghize aidera les autorités à faire face à plusieurs chocs économiques, dont le renchérissement des matières premières enregistré jusqu'à la mi-2008, le déficit de production d'électricité hydraulique, les difficultés du secteur bancaire du Kazakhstan voisin, et un tremblement de terre dans la région de Nura.

Le prêt au Malawi, pays du sud-est de l'Afrique lourdement tributaire des exportations de tabac, aidera les autorités à s'adapter à l'évolution défavorable des termes de l'échange provoquée par la flambée des prix des carburants et des engrais en début d'année.

La FCE a été mise en place il y a deux ans pour renforcer la capacité du FMI à aider les pays à faible revenu à faire face aux chocs brutaux et exogènes. La révision de cette facilité, destinée à permettre aux pays membres de recevoir plus facilement et plus rapidement l'aide du FMI, a été accélérée au vu de la détérioration de la conjoncture économique mondiale, notamment la flambée récente des prix des denrées alimentaires et des carburants dont les pays à faible revenu ont particulièrement souffert.

La révision de la facilité a pour objectif d'apporter aux pays à faible revenu membres du FMI une assistance plus ra-



Siphwe Sibeiko/Reuters

Pêcheurs du Lac Malawi. Le Malawi s'adapte à la forte hausse des prix des carburants et des engrais survenue au début de 2008.

pide et plus substantielle pour les aider à surmonter certains événements : variations des prix des matières premières (dont le pétrole), catastrophes naturelles, conflits et crises dans les pays limitrophes qui perturbent les échanges.

Les modifications, entrées en vigueur fin novembre, ont aussi simplifié la conditionnalité (les engagements pris par les États emprunteurs sur le plan économique et financier) liée à la FCE. Elles répondent à la demande exprimée par les ministres lors des réunions de printemps du FMI, en 2008.

La révision de la FCE s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le FMI pour améliorer sa gamme de prêts. En octobre, il a annoncé le lancement d'un nouveau dispositif de prêt à court terme pour acheminer rapidement des fonds vers les pays émergents qui affichent de bons résultats mais ont besoin d'une aide urgente, pendant la crise financière actuelle, pour surmonter des problèmes temporaires de liquidité. Pour les autres pays membres où le cadre de l'action publique doit être renforcé, le FMI met à la disposition des autorités les dispositifs classiques de prêt couvrant de plus longues périodes, mais selon une procédure accélérée.

Le FMI a engagé un réexamen de sa fonction de financement dans les pays membres pour s'assurer qu'il dispose d'instruments adaptés à leurs besoins face à l'intensification et à la complexité croissante des mouvements financiers internationaux.

Le FMI a annoncé que l'équipe dépêchée au Kirghizstan avait abouti en novembre à un accord avec les autorités sur un programme économique visant à gérer les conséquences défavorables des chocs exogènes qui ont frappé l'économie nationale, notamment la flambée des prix des produits alimentaires et de l'énergie et l'insuffisance de la production nationale d'électricité due au faible niveau des eaux dans le réservoir de Toktogul.

Si le programme donne priorité aux mesures macroéconomiques, les autorités n'en poursuivront pas moins leur plan de réformes structurelles afin d'améliorer la gestion macroéconomique et d'assurer une croissance dynamique à plus long terme.

Le programme économique pour 2008–09 s'attaque aux conséquences des chocs exogènes et vise à maîtriser les effets sur l'économie kirghize du ralentissement de la croissance régionale et des retombées de la crise financière mondiale. Il a pour objectifs de réduire l'inflation, de soutenir la croissance économique et de protéger les pauvres dans un pays qui compte quelque 5 millions d'habitants.

Au Malawi, qui recense quelque 15 millions d'habitants, les autorités ont demandé à bénéficier de la FCE pour s'adapter à la dégradation des termes de l'échange provoquée par l'essor des prix des carburants et des engrais au début de 2008.

«Le niveau actuellement bas des réserves internationales du Malawi est inquiétant pour la stabilité financière et la sécurité alimentaire», a déclaré M. Takatoshi Kato, Directeur général adjoint du FMI.

Le programme économique, qui sera financé par un prêt élevé du FMI au titre de la FCE, permettra de maîtriser les pressions sur la balance des paiements et de reconstituer les réserves de change tout en préservant la croissance et la sécurité alimentaire. À ce financement s'ajoutera un resserrement budgétaire et monétaire. De nouveaux fonds ont été accordés par les donateurs, qui faciliteront l'ajustement de l'économie à la dégradation des termes de l'échange. ■

Le Pakistan reçoit un prêt de 7,6 milliards de dollars du FMI

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé un prêt de 7,6 milliards de dollars en faveur du Pakistan à l'appui d'un programme visant à stabiliser et à reconstruire son économie tout en renforçant son dispositif de protection sociale en faveur des pauvres.

L'accord de confirmation de 23 mois permettra au gouvernement de mettre en œuvre un programme de stabilisation qui prévoit un resserrement sensible des politiques budgétaire et monétaire dans le but de réduire l'inflation et de ramener le déficit extérieur courant à des niveaux plus soutenables. Le programme vise à corriger les déséquilibres macroéconomiques actuels tout en protégeant les pauvres et en préservant la stabilité sociale dans ce pays de 170 millions d'habitants.

«En fournissant une aide financière massive au Pakistan, le FMI donne indéniablement à la communauté des bailleurs de fonds le signal que les perspectives macroéconomiques du pays se sont améliorées», dit Takatoshi Kato, Directeur général adjoint du FMI.

Le programme économique du Pakistan

«Le programme du gouvernement a deux objectifs : l'un est de restaurer la stabilité économique et la confiance par un resserrement des politiques macroéconomiques, l'autre est de le faire d'une manière qui assure la stabilité sociale et un soutien approprié aux pauvres durant le processus d'ajustement», dit Juan Carlos Di Tata, chef de la mission du FMI au Pakistan.

Les autorités ont déjà pris des mesures difficiles pour atteindre ces objectifs : les subventions à l'énergie ont été réduites et le taux d'intérêt a été relevé aux fins du resserrement de la politique monétaire. Le programme des autorités pour les 24 prochains mois prévoit d'autres mesures :

- Le déficit budgétaire, hors dons, sera ramené de 7,4 % du PIB en 2007/08 (à partir du 1^{er} juillet) aux niveaux plus gérables de 4,2 % en 2008/09 et de 3,3 % en 2009/10 — où il était il y a trois ans. Il sera procédé à cet ajustement principalement en éliminant peu à peu les subventions à l'énergie et en renforçant la mobilisation des recettes par des mesures fiscales et administratives. La réduction des dépenses permettra d'accroître les fonds destinés à la protection sociale.

- La Banque nationale du Pakistan s'appuiera sur la politique monétaire pour accroître ses réserves internationales, ramener l'inflation à 6 % en 2010 et mettre fin à son financement des opérations de l'État. Le programme comporte des mesures visant à améliorer sa gestion monétaire et à renforcer sa capacité à résoudre les problèmes des banques, ainsi qu'à éviter l'utilisation des ressources publiques à l'appui du marché boursier.

- Les dépenses de protection sociale seront accrues pour protéger les pauvres, qui bénéficieront de transferts monétaires et de subventions ciblées à l'électricité. Le programme budgétaire pour 2008/09 prévoit une augmentation de 0,6 point de PIB des dépenses de protection sociale, qui atteindront 0,9 % du PIB. Le Pakistan collaborera avec la Banque mondiale à la préparation d'un programme de protection sociale plus vaste et mieux ciblé.



Ouvrier dans une fonderie de Karachi. Le Pakistan sollicitera un surcroît d'aide pour améliorer son dispositif de protection sociale.

Mohammed Zaighany/FPI

La contribution du FMI

Le financement fourni par le FMI facilitera le processus d'ajustement et sera pour la communauté internationale un signal indéniable du soutien de l'institution. Sur les 7,6 milliards de dollars, 3,1 milliards seront mis immédiatement à la disposition du pays pour renforcer sa position de réserve. Par ailleurs, le suivi régulier de l'économie par le FMI montrera comment les objectifs macroéconomiques fixés par le gouvernement sont atteints et s'il faut les ajuster à la lumière de l'évolution de la situation.

«Il importe de souligner que le programme — et sa conditionnalité — est fondé sur les objectifs et mesures que les autorités ont elles-mêmes retenus pour les deux années à venir. Le FMI est convaincu que les programmes les mieux exécutés sont ceux qui sont élaborés par les pays et totalement internalisés», a déclaré M. Di Tata.

Outre le soutien financier du FMI, il faut d'urgence mobiliser les concours d'autres bailleurs de fonds pour renforcer la résistance du Pakistan à des chocs éventuels, l'aider à financer le dispositif élargi de protection sociale et permettre un accroissement des dépenses au titre de programmes de développement. «Le FMI est prêt à participer à d'éventuelles réunions des bailleurs de fonds pour fournir l'analyse économique et financière à l'appui d'une augmentation de l'aide.»

La clé du succès

Un certain nombre de risques pèsent sur la réussite du programme : incertitudes entourant l'état de sécurité et la mise en œuvre du programme, ralentissement plus marqué que prévu de l'activité économique chez les partenaires commerciaux et entrées de capitaux privés inférieures aux prévisions. «Une application

continue et énergique sera la clé du succès du programme», estime M. Di Tata.

Les acquis

Du début des années 2000 au milieu de 2007, les résultats macroéconomiques du Pakistan ont été solides. Durant la période 01/2000-05/2004, durant laquelle le Pakistan a mis en œuvre avec succès deux programmes appuyés par le FMI, la croissance du PIB réel a atteint en moyenne 5 % par an et les prix ont été relativement stables. L'amélioration des résultats macroéconomiques a permis au pays d'accéder à nouveau aux marchés des capitaux internationaux au milieu des années 2000.

Cependant, la situation macroéconomique s'est sensiblement dégradée en 2007/08 et durant les quatre premiers mois

de 2008/09 sous l'effet de facteurs intérieurs et extérieurs. L'économie a été secouée par la détérioration de la sécurité, des chocs exogènes considérables sur les prix (du pétrole et des produits alimentaires) et la récente crise financière mondiale.

Le FMI a réagi rapidement

Le FMI est intervenu rapidement pour aider les pays émergents et en développement touchés par les retombées de la crise financière partie des économies avancées.

Il dispose de plus de 200 milliards de dollars en ressources prêttables et se déclare prêt à traiter rapidement les propositions de prêt par le biais de son mécanisme de financement d'urgence. Le Japon a offert de lui fournir des ressources additionnelles s'il en a besoin. ■

Le FMI se préoccupe du sort des pauvres dans les pays touchés par la crise

Le FMI encourage les États qui participent aux négociations avec les pays frappés par la crise financière à préserver ou à développer les dispositifs de protection sociale destinés aux pauvres alors même qu'ils s'adaptent à la conjoncture difficile résultant du ralentissement économique, a indiqué le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

À l'occasion d'une réunion mondiale de parlementaires qui s'est tenue à Paris le 20 novembre, M. Strauss-Kahn a déclaré que le FMI dispense actuellement des conseils de politique économique aux pays ébranlés par la crise, ainsi que des prêts à ceux qui ont besoin d'un soutien à la balance des paiements.

Le FMI a récemment annoncé des prêts à la Hongrie, à l'Islande, au Pakistan et à l'Ukraine, et mène des pourparlers avec plusieurs autres pays atteints par la crise.

Dans son discours et lors de la séance de questions-réponses avec le groupe de 170 parlementaires, M. Strauss-Kahn a signalé que le FMI s'efforce de limiter les conditions attachées à ses prêts aux dispositions essentielles à la résolution des difficultés économiques immédiates des pays.

Par le passé, le FMI a souvent établi des conditions jugées souhaitables pour les perspectives futures des pays, mais qui n'étaient pas nécessairement liées à la réalisation des objectifs du programme.

Le FMI s'efforce également de veiller à ce que les ajustements économiques à la crise définis d'un commun accord avec les autorités tiennent compte des répercussions sur les pauvres et les plus vulnérables.

«Le FMI essaie de mettre en œuvre ce que j'appelle la «conditionnalité sociale». Il s'agit d'aider les pays à établir ou à maintenir les dispositifs sociaux destinés aux catégories de population auxquelles un programme du FMI risquerait de faire du tort», a déclaré M. Strauss-Kahn. «Le FMI intervient quand les choses vont mal, il est donc inévitable que les mesures appliquées soient astreignantes, mais nous devons veiller à ce qu'elles affectent le moins possible les populations les plus démunies et les plus vulnérables.»

Les autorités ukrainiennes envisagent ainsi, dans le cadre d'un prêt de 16,4 milliards de dollars, de porter les dépenses sociales ciblées à 0,8 % du PIB pour protéger les groupes vulnérables.

Le programme destiné au Pakistan prévoit une hausse des dépenses de protection sociale destinées aux pauvres par le biais de transferts publics et de subventions ciblées à l'électricité. Le programme budgétaire de 2008-09 envisage d'accroître les dépenses de protection sociale de 0,6 point pour les porter à 0,9 % du PIB. Le Pakistan collaborera en outre avec la Banque mondiale à l'élaboration d'un programme de protection sociale plus complet et mieux ciblé.

M. Strauss-Kahn a noté que si la crise a pour effet d'abaisser le niveau de vie ou de rogner le pouvoir d'achat des populations des pays avancés, c'est à la malnutrition, voire à la famine, que les pauvres de la planète risquent d'être confrontés. Il juge indispensable de réfléchir, au-delà de la crise financière actuelle, au coût humain de l'autre crise (produits alimentaires et produits de base). Il a invité les parlementaires à participer à une conférence sur l'Afrique que le FMI coparrainera en Tanzanie en mars prochain.



Mohsin Hassan/Reuters

Séchage de dates au Pakistan. Le programme du pays prévoit un accroissement des dépenses sociales.

M. Strauss-Kahn s'adressait à la réunion annuelle du réseau parlementaire de la Banque mondiale qui réunit les parlementaires de 110 pays.

En réponse au discours de M. Strauss-Kahn, un parlementaire sud-africain, Yunus Carrim, a déclaré qu'il s'attendait à ce que la crise ait de graves conséquences en Afrique sous la forme d'une baisse des investissements directs étrangers, d'un effondrement des exportations de produits de base (en raison du ralentissement de la demande dans les pays avancés) et d'une diminution des flux d'aide. Il a également indiqué que les parlements devaient intervenir plus substantiellement dans le débat sur la réforme de la gouvernance. «Il importe de réformer la gouvernance du FMI et de la Banque mondiale aujourd'hui pour leur permettre de mieux servir leurs membres», a-t-il déclaré.

Michaela Schrader

Département des relations extérieures du FMI

Le FMI craint que la réduction de la pauvreté soit remise en cause

Le FMI signale que les acquis de la lutte contre la pauvreté dans les pays à faible revenu sont menacés partout dans le monde par le ralentissement spectaculaire de l'activité économique, provoqué par la crise financière mondiale.

«La plus grave crise financière depuis des générations pousse plusieurs économies avancées vers la récession. Le resserrement du crédit et la contraction générale des flux d'échanges imposent de sérieux revers aux pays en développement», a déclaré M. Murillo Portugal, Directeur général adjoint du FMI, à une Conférence des Nations Unies.

«Pour les pays à faible revenu en particulier, les récents acquis de la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des niveaux de vie sont menacés», a-t-il ajouté dans un discours prononcé le 1^{er} décembre à la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement à Doha (Qatar).

Effets en cascade

M. Portugal a précisé que les économies de plusieurs pays à faible revenu, d'ores et déjà affaiblies par les effets en cascade des crises alimentaires et pétrolières de la mi-2008, subissent maintenant le contrecoup du ralentissement mondial. Elles risquent de connaître une diminution des flux de capitaux privés et la contraction de leurs débouchés à l'exportation.

Il a engagé les pays donateurs à «accroître leur aide au développement afin d'honorer leurs engagements malgré les contraintes que fait peser la crise financière sur leurs budgets».

Dans un communiqué de presse publié le 2 décembre, M. Portugal s'est félicité que les pays donateurs aient réitéré, lors de la conférence de Doha, leur engagement à intensifier l'aide «ainsi qu'à promouvoir la mobilisation de financements privés, à améliorer l'octroi de l'allègement de dette et à accélérer la conclusion du cycle de négociations multilatérales».

La dynamique du multilatéralisme

M. Portugal a affirmé que le FMI, qui comprend 185 États, joue pleinement son



Romeo Ranoco/Reuters

Pour de nombreux pays à faible revenu, le ralentissement économique mondial est synonyme de contraction de leurs débouchés à l'exportation, a déclaré le FMI à la Conférence des Nations Unies sur le développement.

rôle. Le FMI a accru son appui financier à 15 pays à faible revenu en 2008 tout en restructurant sa facilité d'absorption des chocs exogènes pour la rendre plus rapide et plus facile à mettre en œuvre.

«Cette conférence montre que le multilatéralisme est une réalité vivante. Les avis concordent largement sur la nécessité de renforcer la représentation des pays en développement dans la gouvernance économique mondiale. Le FMI en est un ardent défenseur et poursuit cet objectif par la réforme de sa propre gouvernance.»

M. Portugal a ajouté qu'il appartient aux pays à faible revenu de poursuivre l'amélioration des politiques mises en œuvre, pour extraire leurs populations de la pauvreté, notamment en rendant la gestion de l'aide et de leurs finances publiques plus efficace et plus transparente.

Mobilisation des financements

Les chefs d'État et responsables gouvernementaux réunis du 29 novembre au 2 décembre à Doha, pour la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, ont évalué les progrès réalisés depuis le consensus de Monterrey, adopté en 2002, qui a constitué un accord

Nord-Sud sans précédent sur les principes du développement.

Les travaux de la Conférence ont porté sur les moyens de mobiliser les financements en faveur des pays à faible revenu et l'évaluation des progrès accomplis sur d'autres volets cruciaux du développement, que sont le commerce, l'aide, l'investissement et l'allègement de la dette. Les enjeux systémiques, notamment les nécessaires réformes du système financier international, ont été abordés. La rencontre de Doha a aussi porté sur les nouveaux défis qui ont pris un relief particulier depuis 2002, tels que le changement climatique et l'agriculture.

La tâche de la conférence a été rendue plus urgente et plus complexe par la crise financière mondiale qui a provoqué un net ralentissement de l'économie mondiale. ■

Jenny Bisping

Département des relations extérieures du FMI

On trouvera d'autres informations relatives à la Conférence internationale sur le financement du développement sur le site de la conférence : www.un.org/esa/ffd/doha.

Chute des prix des produits de base et de la demande de pétrole

Les prix des produits de base se sont effondrés dans l'attente d'un fort ralentissement de l'économie mondiale, la demande de ces produits

ayant faibli en même temps que l'activité mondiale.

Leurs prix ont fortement baissé après avoir culminé récemment (graphique 1).

Le ralentissement économique en cours a entraîné un fléchissement de la demande énergétique mondiale et une chute concomitante des prix de l'énergie. Ceux-ci ont baissé d'au moins 40 % par rapport à leurs pics de juillet 2008.

Les prix alimentaires, qui étaient poussés à la fois par une hausse de la demande et des chocs de nature météorologique affectant l'offre, ont aussi fortement baissé. Ils accusent actuellement un recul de 27 % par rapport aux niveaux record qu'ils ont atteints en juin 2008.

Le prix de détail moyen de l'essence ordinaire aux États-Unis — 2,15 dollars le gallon en novembre — est inférieur de plus de 1,90 dollar le gallon au niveau maximum qu'il a atteint à la mi-juillet 2008 (graphique 2). L'activité économique devant rester faible pendant la majeure partie de l'année 2009 et les cours du pétrole brut devant diminuer, d'après les projections, l'Energy Information Administration (EIA) prévoit que le prix de détail annuel moyen de l'essence ordinaire sera de 2,03 dollars le gallon aux États-Unis.

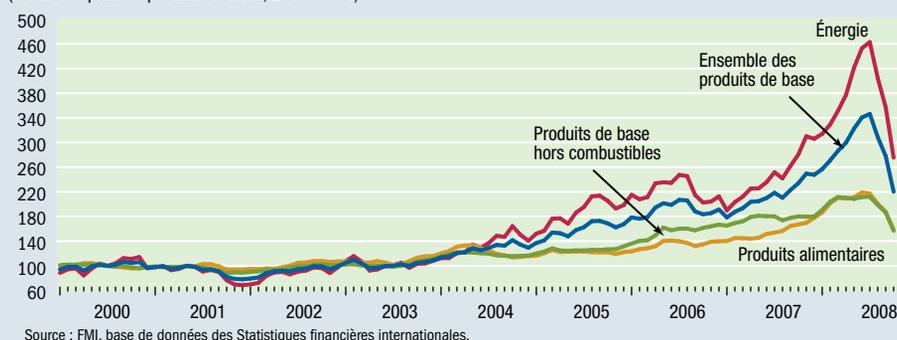
Le ralentissement de l'activité joint à la persistance de l'effet de la hausse des prix du pétrole survenue plus tôt dans l'année a entraîné une baisse de la demande pétrolière aux États-Unis en 2008 (graphique 3).

La consommation mondiale de pétrole devrait aussi diminuer cette année, mais seulement faiblement — d'environ 49.000 barils par jour (0,06 %) contre une augmentation de 849.000 barils par jour ou de (1 %) en 2007. D'après l'EIA, elle devrait diminuer en 2009 de 449.000 barils par jour, soit de 0,5 %. ■

Graphique 1
Ils baissent

Les prix des produits de base continuent de baisser, mais restent au-dessus de leurs niveaux antérieurs.

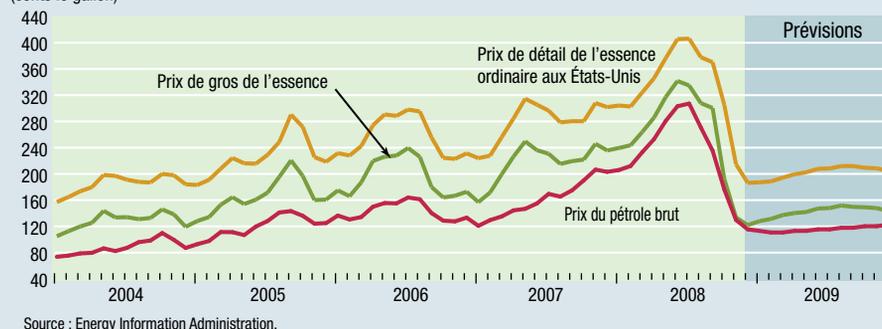
(indice des prix des produits de base, 2000 = 100)



Graphique 2
Pétrole bon marché

Le prix de détail moyen de l'essence ordinaire a considérablement diminué aux États-Unis par rapport au pic qu'il a atteint en juillet.

(cents le gallon)

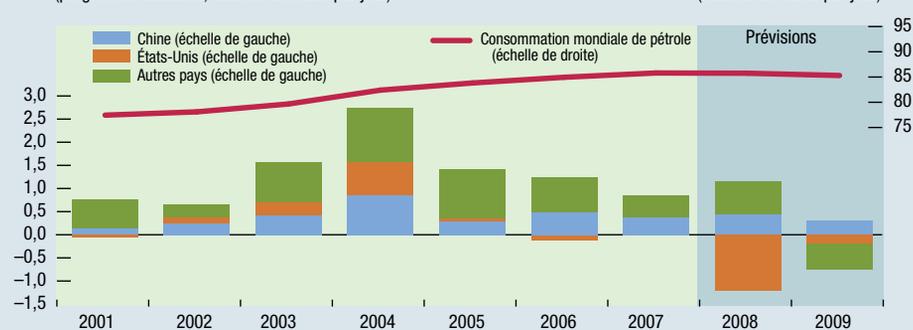


Graphique 3
Ralentissement de la demande de pétrole

D'après les projections, la consommation mondiale de pétrole devrait diminuer en 2008 et 2009.

(progression annuelle, millions de barils par jour)

(millions de barils par jour)



Données et statistiques du FMI

Le FMI publie une gamme de données de séries chronologiques sur ses opérations de prêt, les taux de change et d'autres indicateurs économiques et financiers. Des manuels, guides et autres documents sur les méthodes statistiques du FMI, des pays membres et de l'ensemble de la communauté statistique sont également disponibles.

On trouvera la liste complète des sources de données à la section «data and statistics» du site du FMI à l'adresse www.imf.org/external/datahtm#data.

Le *Bulletin du FMI* : un bref historique

L'édition imprimée du *Bulletin du FMI* prend fin avec ce numéro. À cette occasion, nous revenons brièvement sur l'histoire de cette publication.

En août 1972, le *Bulletin du FMI* succédait à la *International Financial News Survey*, périodique qui présentait des nouvelles économiques et financières mondiales recueillies auprès de diverses sources.

La nouvelle publication avait une autre mission. Selon une note de service de juin 1971 proposant son lancement, elle devait «favoriser la compréhension des problèmes monétaires internationaux et de l'activité du FMI».

Le *Bulletin*, rédigé et mis en page par les services du FMI, offrirait un «tour d'horizon actuel et complet des principales nouvelles économiques et financières, un compte rendu substantiel des activités du FMI, et des articles sur les économies nationales». Il permettrait de publier les informations recueillies par les économistes du FMI au cours de leurs travaux sur les économies des pays membres. À l'époque encore plus que maintenant, les activités du FMI étaient jugées cryptiques, et rares étaient ceux qui, à l'extérieur de l'institution, en connaissaient la teneur. «Le FMI devait plus systématiquement s'efforcer d'expliquer son action au public (y compris aux observateurs les plus érudits et informés)», expliquait l'un des premiers partisans du *Bulletin* dans une note interne. Son lectorat s'élargit avec le lancement des éditions en français et en espagnol, en janvier 1974.

Le *Bulletin* est apparu à un moment où l'économie mondiale connaissait une profonde mutation. Le système monétaire international mis sur pied à la conférence de Bretton Woods en 1944 s'était effondré lorsque les États-Unis avaient annoncé, en 1971, que le lien entre la valeur du dollar et celle de l'or serait définitivement rompu. La parité et la convertibilité du dollar furent donc remplacées par un système de taux de change flottants pour les grandes monnaies.

Il faut vivre avec son temps

La version en ligne du *Bulletin du FMI* a été lancée en mai 2007. Elle est vite devenue l'un des moyens les plus rapides pour le FMI de diffuser ses informations et ses analyses. Elle permet en effet de couvrir les événements presque en temps réel. Et avec la crise économique mondiale, il importe plus que jamais que le FMI puisse faire connaître dans le monde entier ses propositions pour remédier aux faiblesses du système économique et relancer la croissance.

Le *Bulletin du FMI* en ligne, accessible plus rapidement, s'est aussi révélé plus pratique pour les lecteurs habituels de la version imprimée, qui sont de plus en plus nombreux à lui préférer la version électronique. C'est pourquoi nous avons décidé que ce numéro serait le dernier à être imprimé et que dorénavant le *Bulletin* paraîtrait uniquement en ligne. Nous allons aussi continuer à développer nos éditions électroniques en espagnol et en français, comme nous l'avons déjà fait pour l'édition en anglais.

Nous espérons que vous continuerez à lire le *Bulletin du FMI* sur notre site www.imf.org/imfsurvey. Nous vous invitons aussi à nous envoyer vos commentaires et suggestions à imfsurvey@imf.org.

Jeremy Clift
Rédacteur en chef

La mission du FMI dans le nouveau système monétaire fut également redéfinie.

Le Comité des Vingt sur la réforme du système monétaire international élabore, de 1972 à 1974, un programme de réforme (tout comme le G-20 est chargé aujourd'hui de proposer une refonte du système). Il suffit de jeter un coup d'œil sur les titres des *Bulletins* parus à l'époque (flambée des prix du pétrole, poussée de l'inflation, interdépendance économique et financière croissante de la planète) pour faire le parallèle avec la situation actuelle.

«Le bouleversement du système monétaire a été le leitmotiv du *Bulletin* pen-

dant ses premières années d'existence : nous nous sommes proposés de faire le point deux fois par mois de la réforme du FMI dans le contexte plus large d'un monde en mutation rapide», explique Charles Gardner, premier rédacteur-en-chef du *Bulletin*. «Dans le monde entier, un public de plus en plus nombreux était avide d'informations régulières et fiables sur le FMI. On comptait parmi eux des décideurs nationaux, des universitaires et membres de groupes de réflexion, des acteurs du monde bancaire et de la finance, et des journalistes de la presse internationale.»

Durant ses 25 premières années, le *Bulletin* a été le journal du FMI, rapportant les grandes décisions de l'institution et publiant ses communiqués de presse et les allocutions de ses hauts responsables. Le *Bulletin* couvrait aussi les activités pertinentes d'autres organismes financiers et économiques internationaux, tels que la BRI, le GATT, l'OCDE, la CNUCED et la Banque mondiale. Tout en rendant dûment compte des travaux des économistes, il n'était pas totalement dépourvu d'humour. Dans un article de 1987 sur un discours du Directeur général de l'époque, Michel Camdessus, qui venait de prendre ses fonctions, le *Bulletin* rapporta que celui-ci réfutait l'idée répandue selon laquelle le FMI cherchait à imposer «une approche uniforme et mécanique en matière d'ajustement» à ses pays membres.

«Vous confesserai-je que, pendant mes quelques premières semaines au Fonds, j'ai eu beau chercher dans nos placards cette camisole de force des politiques économiques», dit M. Camdessus, «mes efforts ont été vains. Mais si je l'avais trouvée, je l'aurais supprimée».

Au fil des décennies, le *Bulletin* a continué d'expliquer l'action du FMI face aux grands événements de l'actualité — depuis la crise de la dette internationale des années 80 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 jusqu'aux crises financières



en Asie, en Russie, en Amérique latine et en Turquie des années 90 et du début des années 2000.

Le *Bulletin* attira également l'attention de ses lecteurs sur les inflexions plus subtiles des activités de l'institution, comme le recentrage sur la réduction de la pauvreté — d'abord avec la création de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance en 1999, puis les mesures destinées à aider les pays à faible revenu à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Au milieu des années 90, deux évolutions ont amené le *Bulletin* à se transformer. D'abord, la volonté du FMI d'améliorer la transparence de ses opérations et politiques s'est traduite par un foisonnement d'informations et de rapports. Vers la même époque, les progrès techniques ont permis

à l'institution de lancer en septembre 1996 un site web public. À l'origine, celui-ci contenait les communiqués de presse du FMI, des informations sur ses prêts, le rapport annuel et une base de données des publications de l'institution. Des pages consacrées aux pays membres y furent ajoutées en 1999.

Étant donné l'augmentation exponentielle des informations publiées sur le site, le *Bulletin* avait perdu, au début des années 2000, sa fonction de «journal de l'institution». Il choisit alors de dégager pour ses lecteurs les messages essentiels de la masse d'informations disponibles.

Avec l'expansion de l'internet, les lecteurs veulent accéder plus rapidement à l'information. L'édition électronique du *Bulletin* a donc été lancée à la mi-2007, ce qui permet de procéder à plusieurs mises à

jour par semaine. Le *Bulletin* a désormais pour objectif d'être une véritable source d'informations pour ses lecteurs, en leur offrant sans retard une explication et une interprétation des politiques suivies par le FMI dans le contexte mondial.

L'édition électronique s'étant désormais constitué un lectorat fidèle, et les abonnements à l'édition imprimée ayant diminué, le *Bulletin* paraîtra uniquement sous forme électronique à compter de janvier 2009.

«La mondialisation financière de ces dernières années a fait augmenter le nombre des lecteurs du *Bulletin*, observe M. Gardner. Il est tout à fait légitime de mettre à profit la vitesse de communication et les économies que permet l'Internet pour servir ce plus grand public exclusivement par voie électronique». ■

L'Amérique latine résiste mieux aux chocs

Longtemps connue pour ses crises économiques récurrentes, l'Amérique latine affiche aujourd'hui une résistance plus forte aux turbulences financières que d'autres parties du globe.

On peut penser que cette situation s'explique en partie par la modification profonde, ces dernières années, des liens économiques et financiers entre cette région et le reste du monde.

Un ouvrage récent, publié sous l'égide de Martin Mühleisen (chef de division au Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI), Shaun K. Roache (économiste au Département financier du FMI) et Jeronim Zettelmeyer (directeur des études économiques à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement), examine les liens économiques entre l'Amérique latine, les États-Unis, le Canada et d'autres régions importantes. Cette étude, intitulée *Who's driving Whom?: Analyzing External and Intra-Regional Linkages in the Americas*, présente un travail original de ces économistes, qui appartenaient alors au Département Hémisphère occidental du FMI, et permet de mieux comprendre l'évolution de ces liens. MM. Mühleisen et Roache évoquent ces travaux.

Bulletin : Comment vous est venue l'idée de cette compilation?

M. Roache : Il s'agissait de dresser le bilan des travaux sur les liens économiques et les retombées des crises effectués par le Département Hémisphère occidental du FMI fin 2006. Un groupe de 15-20 économistes s'est efforcé de jeter un regard neuf sur des questions du type «quand les États-Unis éternuent, l'Amérique latine s'enrhume», et cela a donné des résultats remarquables. Les conclusions de ces travaux ont aussi été analysées à l'occasion d'un séminaire de recherche organisé par le FMI en 2007.

Bulletin : Il est significatif qu'aucun pays latino-américain ne figure parmi les premiers États membres qui se sont tournés vers le FMI durant la crise actuelle. Cependant, les pays de cette région ne sont pas à l'abri des chocs qui ont frappé l'économie mondiale, comme vous le soulignez dans cet ouvrage. Quel impact les turbulences actuelles auront-elles sur eux?

M. Mühleisen : Les pays d'Amérique latine n'ont pas ménagé leurs efforts, ces dernières années, pour accroître leur résistance aux crises, et le boom des produits de base qui vient de s'achever les a certainement aidés. Toutefois, nos travaux laissent aussi penser que l'intégration commerciale et financière a renforcé les liens entre le cycle économique latino-américain et le monde extérieur. On peut donc s'attendre à ce que le durcissement des conditions de crédit et le ralentissement de l'activité mondiale finissent par avoir un impact.

À titre d'exemple, nous présentons un modèle empirique qui montre la contribution des chocs extérieurs aux fluctuations de la production régionale entre 1994 et 2007. On estime que l'incidence globale d'une baisse de la croissance mondiale (pondérée par les exportations) sur l'Amérique latine est d'environ un pour un — autrement dit, 1 point de croissance mondiale en moins



De gauche à droite : Shaun K. Roache, Joy Villacorte (coordinatrice de projets) et Martin Mühleisen.

entraîne un repli similaire de la croissance régionale. Cela dit, l'Amérique latine est bien sûr un ensemble hétérogène et les effets d'un tel choc varieront sans doute beaucoup selon les pays, en fonction de leurs structures économiques et financières.

Bulletin : Les États-Unis sont au bord de la récession. Par quels canaux celle-ci se propagera-t-elle le plus aux pays d'Amérique latine?

M. Mühleisen : Des éléments de preuve relativement solides indiquent que les liens financiers ont été le principal mécanisme de transmission des fluctuations du cycle économique. Les mouvements des marchés de capitaux ont été très rapides, et les prix des actifs ont constitué le mécanisme de transmission essentiel. Les flux de capitaux ont été moins importants à cet égard, car leurs renversements éventuels surviennent d'ordinaire avec un certain décalage. Il existe néanmoins des raisons de croire que la résistance de l'Amérique latine aux chocs financiers venus des États-Unis s'est accrue ces dernières années : la réponse des écarts de rendement sur les obligations souveraines aux chocs financiers venus des États-Unis s'est émoussée. Les politiques économiques ayant gagné en souplesse, le secteur financier devrait moins amplifier les chocs qu'il ne le faisait dans le passé.

Bulletin : Quel est le degré de développement et d'intégration des marchés financiers latino-américains? Dans les circonstances actuelles, est-ce un avantage ou un inconvénient?

M. Roache : Les nombreux travaux qui analysent comment les marchés financiers latino-américains se sont développés ces dernières années démontrent amplement que les chocs financiers mondiaux se transmettent à la région. Les «surprises»

de la politique monétaire américaine — les plus souvent étudiées — ont eu un impact important sur les marchés d’actions nationaux et les écarts sur les crédits souverains. Il apparaît que ces effets sont en général plus forts dans les pays qui ont opté pour une parité fixe que dans ceux où le taux de change est flexible. Il semble aussi que l’intensité des retombées sur les marchés d’actions soit liée de façon positive à l’ouverture et à la liquidité des marchés financiers ainsi qu’au degré d’intégration financière et réelle. Ces retombées ont augmenté au fil du temps, et c’est pour cela qu’il importe de constituer des réserves de sécurité et de mettre en place un cadre de réglementation adéquat.

Bulletin : Que doivent faire les pays d’Amérique latine pour tirer le meilleur parti, à long terme, des chances que peut offrir la mondialisation?

M. Mühleisen : La région est très bien placée pour recueillir les fruits de la mondialisation sans devenir nécessairement plus vulnérable aux chocs extérieurs. En règle générale, les résultats de nos recherches et l’examen plus large des travaux consacrés à ces questions laissent penser que les politiques économiques avisées — taux de change flexible, faible inflation, politique budgétaire responsable — tendent à déboucher sur de meilleurs chiffres de croissance, aident à réduire la pauvreté et entraînent une diminution de la vulnérabilité.

De fait, de nombreux pays de la région ont déjà accompli des progrès sensibles dans ce sens, que ce soit dans la gestion macroéconomique ou sur le plan structurel et institutionnel. Les retombées de la crise mettront certes à l’épreuve certains d’entre eux, mais les performances récentes de la région montrent que les liens économiques et financiers entre l’Amérique latine, les États-Unis et les autres régions ont profondément changé. ■

L’amélioration des politiques aide l’Amérique latine en temps de crise

L’Amérique latine n’échappera pas à la crise financière, mais de nombreux pays de la région devraient mieux tirer leur épingle du jeu qu’on ne le pensait initialement, car ils conduisent maintenant une politique économique plus avisée, a estimé Nicolas Eyzaguirre, nouveau directeur du Département Hémisphère occidental du FMI.

L’ancien ministre des finances du Chili, en visite en République Dominicaine, a fait un tour d’horizon des causes de la crise financière mondiale et du ralentissement global de l’activité économique. Il a observé que l’impact de la crise se faisait déjà sentir de diverses manières en Amérique latine et dans les Caraïbes, que ce soit par la réduction des entrées de capitaux, la baisse des prix des produits de base exportés par la région ou la diminution des envois de fonds des travailleurs expatriés, particulièrement sensible en Amérique centrale.

M. Eyzaguirre, qui prononçait son premier discours depuis sa nomination au poste de directeur du Département Hémisphère occidental du FMI le 24 novembre dernier, a estimé que l’Amérique latine devait relever un sérieux défi, expliquant que les progrès accomplis par les pays de la région pour mieux faire face à la crise sont soumis aujourd’hui à un véritable «test de résistance».

Recul de l’inflation

Lors d’un séminaire organisé le 22 novembre (The Emerging Global Financial Order: A Regional Perspective), il a donné deux exemples d’amélioration des politiques économiques par rapport à celles menées en Amérique latine lors des crises précédentes :

- De nombreux pays de la région ont ralenti l’inflation de façon crédible et adopté des taux de change plus flexibles, réduisant l’exposition de leurs avoirs et engagements extérieurs au risque de dépréciation monétaire.

- Les ratios de la dette publique de nombreux pays ont également baissé — même si ce repli n’a pas toujours été aussi sensible qu’il aurait pu l’être



Construction du pont Octavio Frias de Oliveira à São Paulo. La crise économique soumet l’Amérique à un véritable «test de résistance».

à un moment où l’envolée des prix des produits de base exportés dopait les recettes publiques.

Ce séminaire, organisé à l’initiative du Président de la République Dominicaine, Leonel Fernandez, bénéficiait de la participation de Georges Soros, financier et philanthrope, et de Joseph Stiglitz, Prix Nobel d’économie.

M. Eyzaguirre a souligné que plusieurs pays de la région seraient touchés à plus d’un titre par la crise mondiale. Cependant, le FMI s’attend toujours,

dans ses dernières prévisions, à ce que l’Amérique latine affiche une croissance positive l’an prochain. On note, de fait, que bon nombre de pays latino-américains s’en sortent mieux que certaines économies émergentes d’autres parties du monde.

Les pays d’Amérique latine et des Caraïbes n’ont pas tous la même marge de manœuvre. «La crise actuelle nous rappellera, je pense, qu’il est primordial d’éviter les dépenses budgétaires procycliques», a estimé M. Eyzaguirre, qui a rappelé aux auditeurs qu’il importe de protéger les pauvres dans la conjoncture actuelle. «Je veux souligner aussi l’importance des dispositifs de protection sociale. Certains pays de la région ont progressé dans ce domaine depuis quelques années — le moment est venu de mieux protéger les plus vulnérables.»

Progrès de la coordination

Quant aux économies avancées, d’où est venue la crise, elles ont abandonné les actions au coup par coup menées initialement au profit d’une réponse plus globale et choisie, ce qui est le plus important, de recourir aux fonds publics pour recapitaliser les établissements financiers. M. Eyzaguirre a aussi noté que la coordination internationale des politiques conduites, qui avait été parfois déficiente, s’est améliorée depuis quelque temps.

Enfin, il a déclaré qu’un large consensus existe quant à la nécessité d’engager de nouvelles initiatives monétaires et budgétaires. Sur ce dernier point, l’analyse du FMI laisse penser qu’une relance budgétaire mondiale de l’ordre de 2 % du PIB est non seulement justifiée, mais impérative pour soutenir la demande et la production mondiales.

Le FMI prévoit une décélération brutale de la croissance asiatique en 2009

Selon le FMI, la croissance asiatique, mise à mal par les effets de la crise financière qui, née dans les pays avancés, fond maintenant sur les marchés émergents, devrait enregistrer un net ralentissement en 2009. Son rapport *Perspectives économiques régionales : Asie et Pacifique*, publié le 24 novembre, estime qu'elle devrait passer, en moyenne annuelle, de 7,6 % en 2007 à 6 % cette année et à 4,9 % en 2009.

«Compte tenu de l'intensification récente des troubles financiers mondiaux, tout espoir de voir l'Asie échapper à la crise s'est évanoui. Malgré des fondamentaux solides, notamment des réserves de change substantielles et la robustesse du secteur bancaire et du secteur des entreprises, la région subit d'énormes chocs externes», a déclaré Jerald Schiff, Conseiller principal au Département Asie-Pacifique du FMI. Il évoque deux raisons majeures à ce ralentissement :

- La demande de produits d'exportation asiatiques recule sous l'effet du marasme économique que connaissent la zone euro, le Japon et les États-Unis, recul qui devrait s'accroître selon les indicateurs prospectifs.
- La conjoncture financière est extrêmement éprouvante. Le désendettement mondial favorise la contraction des conditions de financement, les sorties de capitaux, la chute du cours des actions, l'affaiblissement de plusieurs monnaies régionales et l'augmentation des écarts de rendement des obligations souveraines et bancaires.

Le ralentissement de la croissance économique et la baisse des prix des matières premières concourent déjà à modérer l'inflation, dont le rapport prévoit le repli constant durant 2009, le taux de l'inflation mesurée par l'indice général des prix à la consommation de la région passant de 6 % cette année à un peu plus de 3 % en 2009.

Si le scénario de référence pour l'Asie envisage une reprise à compter du deuxième semestre de 2009, le rapport prévient que les risques pesant sur les perspectives sont sensiblement supérieurs à la norme et éminemment défavorables. Une contraction mondiale plus profonde et plus longue que prévue conjuguée au resserrement des conditions financières internationales dû au

désendettement mondial en cours pourrait avoir des retombées considérables dans la région. Ce ralentissement risque surtout d'alimenter la hausse des créances irrécouvrables pour les banques régionales et d'entraîner un cycle défavorable de resserrement du crédit et de dégradation de la croissance.

On ignore également comment la demande intérieure réagira au fléchissement rapide de la croissance des exportations et à la contraction du crédit. Malgré des paramètres fondamentaux généralement solides et des réserves de change appréciables, l'Asie «est secouée par la crise en raison de son étroite intégration commerciale et financière avec le reste du monde».

«Dans cette conjoncture difficile, les responsables publics doivent donner priorité à la stabilité financière et au fonctionnement des marchés du crédit tout en appliquant des politiques macroéconomiques à l'appui de la croissance», a déclaré J. Schiff. «Les pays de la région ont déjà pris des mesures avisées pour stabiliser la situation financière, notamment une injection exceptionnelle de liquidités en monnaies nationales et étrangères et, souvent, l'extension des garanties sur les dépôts bancaires et d'autres

engagements. Mais d'autres pourraient s'imposer, dont la recapitalisation publique des banques le cas échéant».

L'inflation ayant plafonné dans presque tous les pays, un nouvel assouplissement de la politique monétaire est envisageable. En outre, l'assainissement des finances publiques réalisé ces dernières années permettra à de nombreux pays de préparer des programmes de relance. Plusieurs ont déjà fait un pas dans cette direction, dont le Japon, la Corée et la Chine.

Le rapport comporte deux chapitres qui analysent les problèmes auxquels les économies régionales seront confrontées à long terme, lorsque les conséquences de la crise s'atténueront.

- Le chapitre portant sur «La mondialisation de l'inflation asiatique» examine le rôle grandissant des prix des matières premières dans le processus inflationniste en Asie et son incidence éventuelle sur la politique monétaire. Si, auparavant, l'inflation dans la région était en grande part imputable à des facteurs nationaux, ce sont les prix relatifs mondiaux qui ont stimulé l'inflation ces dernières années. Malgré leur repli récent, les prix des matières premières vont probablement rester élevés et instables à moyen terme, ce qui devrait créer des écarts persistants entre l'inflation sous-jacente et l'inflation non corrigée et de nouveaux problèmes pour les responsables de la politique économique.

- Le chapitre «Le vieillissement de l'Asie : démographie, mouvements de capitaux et marchés financiers» analyse les retombées de l'évolution démographique rapide des pays asiatiques sur leurs positions extérieures et les mouvements de capitaux ainsi que sur les marchés financiers et les prix des actifs. L'étude montre que les taux de vieillissement extrêmement divers en Asie devraient avoir des effets notables sur les comptes courants et les mouvements de capitaux, ceux-ci se déplaçant généralement des pays les plus jeunes vers les pays les plus vieux. Elle conclut que les autorités nationales peuvent faciliter la transition démographique en prenant dès maintenant les mesures nécessaires. ■

Ralentissement

La croissance asiatique devrait tomber en dessous de 5 % l'année prochaine.

(croissance du PIB réel, variation en % d'une année sur l'autre)

	2007	Dernières projections	
		2008	2009
Asie	7,6	6,0	4,9
Pays industrialisés d'Asie	2,4	0,8	0,1
Japon	2,1	0,5	-0,2
Australie	4,4	2,4	1,8
Nouvelle-Zélande	3,2	0,7	1,5
Pays émergents d'Asie	9,5	7,7	8,5
NEI¹	5,6	3,8	2,1
Chine	11,9	9,7	8,5
Inde	9,3	7,8	8,3
ASEAN-5	6,3	5,4	4,2
Pays émergents d'Asie (Chine non incluse)	7,3	5,9	4,4
Pays émergents d'Asie (Chine et Inde non incluses)	5,9	4,6	3,1

Sources : CEIC Data Company Ltd; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹NEI = nouvelles économies industrielles.

Bosnie-Herzégovine : sur la voie de l'adhésion à l'UE

Un nouvel accord signé par la Bosnie-Herzégovine ouvre la voie à son entrée dans l'Union européenne (UE).

Toutefois, après des années de croissance robuste et de politiques solides, c'est sur fond de crise économique mondiale que le pays doit préparer son adhésion.

Le 16 juin 2008, la Bosnie-Herzégovine a signé avec l'UE un accord de stabilisation et d'association (ASA) ouvrant la voie à son entrée dans l'Union. Cet accord représente un tournant décisif pour le pays. Il marque la fin d'une douzaine d'années de progrès sensibles dans la reconstruction de son économie après les ravages de la guerre de 1992-95.

Cependant, le nouvel accord signifie aussi que, après des années de croissance soutenue par une politique macroéconomique avisée, la réforme des secteurs clés et une conjoncture extérieure favorable, la Bosnie-Herzégovine est confrontée à un nouveau défi : comment préparer son adhésion à l'UE dans une économie mondiale en crise.

Le pays a fait de gros progrès. La reconstruction de l'après-guerre et la croissance de la consommation et de l'investissement publics ont relevé le niveau de vie, avec une hausse de 44 % des salaires réels entre 2000 et 2007. Le régime de caisse d'émission a contribué à réduire l'inflation à un niveau proche de celui observé dans la zone euro. Le système bancaire a été en grande partie privatisé et les réserves internationales ont été sensiblement dopées.

Toutefois, des déséquilibres économiques ont commencé à se faire jour, l'essor de la demande intérieure étant porté de plus en plus par les entrées de capitaux et l'expansion rapide du crédit. Le déficit extérieur courant a atteint 12,7 % du PIB en 2007 et devrait se creuser davantage.

Jusqu'à présent, le taux de change effectif réel est resté stable et la croissance des exportations, vigoureuse. Mais l'inflation est montée à 10 % en juillet 2008. Cette évolution tient en grande partie, il est vrai, aux chocs sur les prix des produits alimentaires et énergétiques, mais la hausse de l'inflation sous-jacente, passée à environ

4 %, n'y est pas étrangère. Une politique budgétaire procyclique a ajouté à ces déséquilibres.

En ce qui concerne la création d'un climat propice aux entreprises, la Bosnie-Herzégovine se classe derrière les autres pays de la région. Le secteur public (près de 50 % du PIB) est vaste et nombre d'entreprises restent à restructurer. La privatisation a été inégale et le marché du travail se caractérise par un chômage élevé, surtout structurel (23 % de la population active) et de faibles taux de participation.

La complexité du système politique complique la prise de décision. L'accord de paix de Dayton a créé deux entités en grande partie autonomes — la République serbe de Bosnie (Republika Srpska) et la Fédération croato-bosniaque de Bosnie-Herzégovine (Fédération) — divisée en dix cantons ethniquement forts, unis par un gouvernement central (État) doté d'un mandat limité. Cette structure entraîne la duplication de nombreuses fonctions de politique intérieure et réduit les incitations à la coopération.

Du fait de la crise financière mondiale, il est devenu encore plus urgent d'atténuer les facteurs de vulnérabilité du pays. La détérioration de la santé financière des banques européennes opérant dans le pays et un ralentissement marqué de l'activité en Europe posent des risques pour cette petite économie ouverte.

Pour l'instant, l'impact de la crise a été limité. La banque centrale a promptement assoupli l'obligation de réserves, ce qui a permis aux banques commerciales de faire face à une montée soudaine des retraits et aidé à rétablir la confiance du public, ébranlée par une vague de mauvaises nouvelles économiques de l'étranger.

Mais il y a des signes de durcissement de la situation financière des banques étrangères présentes dans le pays, ce qui pourrait entraîner une réduction des prêts. Un certain ralentissement de l'expansion du crédit serait en fait souhaitable, car il contribuerait à freiner la demande intérieure, mais une cessation brutale des prêts extérieurs pourrait nuire à la croissance et

à la stabilité externe. La baisse prévue des prix des exportations par rapport à ceux des importations ajoutera aux pressions sur le compte des transactions courantes, faisant craindre pour la compétitivité extérieure.

Dans son évaluation récente, le FMI met l'accent sur la nécessité de préserver la stabilité macroéconomique et de renforcer l'offre. La demande intérieure devra être maîtrisée de manière à contenir l'inflation et réduire le déficit des transactions courantes.

En raison de son régime de caisse d'émission, le pays ne peut utiliser la politique monétaire pour contrer la hausse de la demande et doit donc recourir à la politique budgétaire et à la politique des revenus. L'équilibre budgétaire assurerait la viabilité des finances publiques et serait une règle simple à suivre dans le système politique et économique complexe de la Bosnie-Herzégovine.

Il importe en outre de contenir les hausses de salaires dans le secteur public, car ceux-ci influent directement sur la position budgétaire globale et donnent le ton pour la détermination des salaires dans le reste de l'économie. Sur le plan structurel, les priorités sont les suivantes : restructurer le secteur des entreprises, simplifier la réglementation qui leur est applicable, renforcer l'État de droit, réduire la taille de la fonction publique et accroître son efficacité.

Tout cela représente un programme ambitieux, dont l'exécution exigera une étroite coordination des politiques. Bien que les tensions politiques intérieures aient souvent distrait les gouvernements de leur tâche de réforme, des signes encourageants sont apparus cette année. Un Conseil budgétaire (organe chargé de la coordination de la politique budgétaire) a été créé et une entente s'est dégagée sur une formule permanente d'affectation des recettes indirectes. De plus, l'ASA promet de devenir le catalyseur d'un nouvel élan réformiste. ■

Milan Cuc

Département Europe du FMI

Jaime Caruana quitte le FMI pour la BRI

Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a annoncé à la fin novembre que Jaime Caruana, Conseiller financier et Directeur du Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM), quitterait le FMI en avril 2009 pour exercer les fonctions de Directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI).

M. Strauss-Kahn a fait l'éloge de M. Caruana, évoquant le rôle de ce dernier dans le renforcement des travaux du FMI sur les questions financières et sur les liens macrofinanciers.

Jusqu'à son départ, M. Caruana conservera ses fonctions de conseiller financier mais non ses responsabilités opérationnelles de Directeur du MCM.

Espagne : les perspectives à court terme sont sombres

Les perspectives à court terme de l'Espagne sont «sombres et incertaines», a déclaré une mission du FMI à l'issue de l'évaluation annuelle de la situation du pays. «Après 15 ans de croissance impressionnante portée par l'expansion de l'immobilier, une correction graduelle des déséquilibres s'est amorcée», a-t-elle ajouté, notant que la crise financière mondiale a accentué le ralentissement de l'économie espagnole.

«Les autorités ont réagi de façon énergique et plus tôt que les autres membres de l'Union européenne, par des politiques bancaires fondées sur le marché et des mesures budgétaires vigoureuses», a-t-elle indiqué. «L'intégration de ces mesures budgétaires à court terme dans un plan d'assainissement à long terme pourrait en accroître l'efficacité et promouvoir la confiance.»

Mais, à moyen terme, la reprise dépendra également des progrès du pays dans la mise en œuvre de vastes réformes structurelles. Faute de telles réformes, «l'Espagne pourrait se retrouver dans un équilibre caractérisé par une faible compétitivité, une croissance lente, un large désendettement et un chômage élevé, d'où il lui sera difficile de retourner à un niveau d'endettement public plus bas.»

Le FMI nomme la nouvelle Directrice des ressources humaines

Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a nommé Shirley Siegel Directrice du Département des ressources humaines.

De 2001 à 2007, M^{me} Siegel était Sous-ministre adjointe des Ressources humaines au Ministère de la Défense nationale du Canada, où elle était chargée de la stratégie de ressources humaines pour 24.000 employés civils.

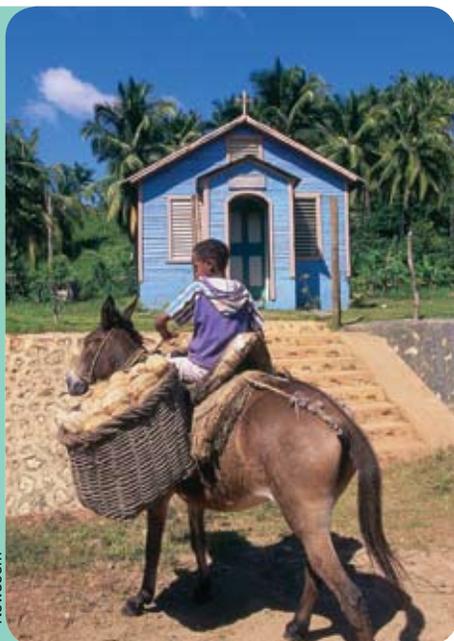
M^{me} Siegel, de nationalité canadienne, prendra ses fonctions à la mi-janvier 2009.

Perspectives des Caraïbes révisées à la baisse

Du 8 au 11 décembre, Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, s'est rendu au Costa Rica, en République Dominicaine et en Jamaïque, étapes de son premier tour officiel des Caraïbes et de l'Amérique centrale.

«Les perspectives des Caraïbes ont été révisées à la baisse ces derniers mois», a-t-il déclaré dans son discours devant l'Organisation du secteur privé de la Jamaïque, à Kingston. «Cela est certes le cas de la Jamaïque, pour laquelle les prévisions actuelles laissent attendre une croissance relativement plate et une faible reprise d'environ ½ % en 2009.»

M. Strauss-Kahn a indiqué que le ralentissement attendu serait probablement attribuable à une baisse des envois de fonds de l'étranger et à la contraction de l'activité des secteurs clés, comme le tourisme.



Le FMI prêtera 2,4 milliards de dollars à la Lettonie

Le FMI a annoncé qu'il avait l'intention de prêter quelque 2,4 milliards de dollars à la Lettonie à l'appui de son ambitieux plan de stabilisation économique.

Le prêt, qui prendra la forme d'un accord de confirmation d'une durée de 27 mois, doit encore recevoir l'aval définitif du Conseil d'administration du FMI, mais il est possible que le Conseil l'examine avant la fin de l'année selon la procédure accélérée de financement d'urgence.

Le prêt appuyé par le FMI permettra aux autorités lettones de mettre en œuvre un solide programme économique apte à stabiliser l'économie. «Le programme vise à atténuer les pressions qui s'exercent sur les liquidités dans l'immédiat, à rétablir la stabilité à long terme et à accroître la compétitivité», a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

Conférence africaine

Une conférence de haut niveau, organisée sous les auspices du gouvernement tanzanien et du FMI, se tiendra à Dar es-Salaam les 10 et 11 mars. Les participants examineront comment l'Afrique peut relever le défi posé, qui est de préserver et de mettre à profit ses acquis économiques récents, et faire face au ralentissement mondial.

Réunions FMI-Banque mondiale

Le FMI et le Groupe de la Banque mondiale tiendront leurs réunions de printemps à Washington les 25 et 26 avril. Pour une couverture complète de ces réunions, voir www.imf.org.